

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

11 JANVIER 2012

Proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue de lutter contre la violence entre partenaires

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR
MME FAES

I. INTRODUCTION

La proposition de loi modifiant diverses dispositions en vue de lutter contre la violence entre partenaires (doc. Sénat, n° 5-30/1) a été déposée par

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

11 JANUARI 2012

Wetsvoorstel tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de bestrijding van het partnergeweld

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW FAES

I. INLEIDING

Het wetsvoorstel tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de bestrijding van het partnergeweld (stuk Senaat, nr. 5-30/1) werd door mevrouw

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Présidente/Voorzitter : Christine Defraigne.

Membres/Leden :

N-VA	Frank Boogaerts, Inge Faes, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
PS	Hassan Boussetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux.
MR	Alain Courtois, Christine Defraigne.
CD&V	Sabine de Bethune, Peter Van Rompuy.
sp.a	Guy Swennen, Güler Turan.
Open Vld	Martine Taelman.
Vlaams Belang	Bart Laeremans.
Écolo	Zakia Khattabi.
cdH	Francis Delpérée.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Huub Broers, Patrick De Groot, Lieve Maes, Danny Pieters, Luc Sevenhuijsen.
Caroline Désir, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
François Bellot, Jacques Brotchi, Armand De Decker.
Wouter Beke, Dirk Claes, Rik Torfs.
Bert Anciaux, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.
Guido De Padt, Bart Tommelein.
Yves Buysse, Anke Van dermeersch.
Claudia Niessen, Cécile Thibaut.
Dimitri Fourny, Vanessa Matz.

Voir:

Documents du Sénat :

5-30 - SE 2010 :

N 1 : Proposition de loi de Mme Lijnen et M. Tommelein.

5-30 - 2010/2011 :

Nos 2 et 3: Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-30 - BZ 2010 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Lijnen en de heer Tommelein.

5-30 - 2010/2011 :

Nrs. 2 en 3: Amendementen.

Mme Lijnen et M. Tommelein le 20 juillet 2010 et prise en considération le 12 octobre 2010. Elle a été envoyée à la commission de la Justice.

La commission était également saisie de la proposition de loi modifiant les articles 223, 1447 et 1479 du Code civil et les articles 587, 594 et 1280 du Code judiciaire en matière d'éloignement préventif du domicile familial et portant d'autres mesures de suivi et de répression de la violence entre partenaires a été déposée au Sénat le 20 juillet 2010 par Mmes de Bethune et Franssen (doc. Sénat, n° 5-539/1)

La commission a examiné les deux propositions de loi conjointement lors de ses réunions des 6 avril, 25 mai, 15 juin, 23 et 30 novembre 2011 ainsi que 11 janvier 2012, en présence du ministre de la Justice. Pour le rapport des discussions relatives à la proposition de loi de Mmes de Bethune et Franssen, il est renvoyé au document Sénat n° 5-539/4.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME LIJNEN

La proposition de loi à l'examen avait déjà été déposée le 23 août 2007 (doc. Sénat, n° 4-163/1). Elle a été redéposée par le groupe Open VLD, qui estime qu'il y a encore trop de violence entre partenaires dans notre société. Les chiffres démontrent d'ailleurs que le phénomène ne recule pas.

L'intervenante se réfère aux chiffres mentionnés dans les développements, lesquels ne sont toutefois pas actualisés.

Il est dès lors préférable de s'appuyer sur les chiffres repris dans le rapport de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes publié en 2010 sur la base d'une étude menée de 2008 à 2009. La conclusion générale de ce rapport est que 15 % des femmes belges ont été victimes de violence de la part de leur partenaire au cours des douze mois précédent la publication. 12,5 % des répondants ont déclaré avoir été confrontés, au cours des douze derniers mois, à au moins un acte de violence commis par un partenaire ou un ex-partenaire. À cet égard, Il est fait une distinction entre les hommes et les femmes, ces dernières étant plus souvent que les hommes victimes de violences graves ou très graves. Les femmes engagées dans une relation sont les moins touchées : 87,7 % d'entre elles n'ont pas été victimes de violences. Les femmes qui ont vécu un divorce ou une séparation au cours des douze derniers mois et qui ont été en contact avec leur ex-partenaire n'ont pas subi d'actes de violence de la part de leur ex-partenaire dans respectivement 81,8 % et 75,4 % des cas.

Lijnen en de heer Tommelein ingediend op 20 juli 2010. Op 12 oktober 2010 werd het in overweging genomen en naar de commissie voor de Justitie verzonden.

De commissie diende zich tevens te buigen over het wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 223, 1447 en 1479 van het Burgerlijk Wetboek en van de artikelen 587, 594 en 1280 van het Gerechtelijk Wetboek, inzake preventieve uithuisplaatsing en houdende andere maatregelen ter opvolging en beteugeling van het partnergeweld, dat op 20 juli 2010 door de dames de Bethune en Franssen in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 5-539/1).

De commissie onderzocht beide wetsvoorstellen gezamenlijk tijdens haar vergaderingen van 6 april, 25 mei, 15 juni, 23 en 30 november 2011 alsook van 11 januari 2012, in aanwezigheid van de minister van Justitie. Voor het verslag van de besprekking van het wetsvoorstel van de dames de Bethune en Franssen wordt verwezen naar Senaatsdocument nr. 5-539/4.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW LIJNEN

Het voorliggend wetsvoorstel werd reeds op 23 augustus 2007 ingediend (stuk Senaat, nr. 4-163/1). Het werd opnieuw ingediend door de VLD-fractie die vindt dat er in onze maatschappij nog al te veel partnergeweld bestaat. De cijfers blijken trouwens niet in dalende lijn te gaan.

Spreekster verwijst naar de cijfers die zijn opgenomen in de toelichting, maar die echter niet *up to date* zijn.

Het is aldus beter te vertrekken vanuit de cijfers die zijn opgenomen in het rapport van het Instituut van gelijkheid van vrouwen en mannen, gepubliceerd in 2010, op grond van een onderzoek dat liep van 2008 tot 2009. De algemene conclusie van dit rapport is dat 15 % van de Belgische vrouwen in de 12 maanden voorafgaand aan de publicatie, het slachtoffer was van partnergeweld. 12,5 % van de respondenten verklaarden minimum één daad van geweld te hebben ervaren door een partner of een ex-partner gedurende de afgelopen 12 maanden. Daarin wordt een onderscheid gemaakt tussen mannen en vrouwen, waarbij vrouwen vaker slachtoffer zijn dan mannen van ernstig en zeer ernstig partnergeweld. Vrouwen met een partnerrelatie worden het minst getroffen; 87,7 % van hen heeft geen geweld ervaren. Vrouwen die de afgelopen 12 maanden zijn gescheiden of een relatieverloop hebben meegemaakt en in contact stonden met hun ex-partner hebben in resp. 81,8 % en 75,4 % van de gevallen geen partnergeweld ervaren.

Aucun effet d'âge n'est observé et, dans plus de 90,2 % des cas, la situation de violence dure moins d'un an.

En ce qui concerne la proposition proprement dite, l'intervenante se réfère principalement aux conclusions. Étant donné que la Belgique s'est engagée, lors de la quatrième Conférence mondiale de Pékin, à prévenir et éradiquer toute forme de violence et de discrimination à l'égard des femmes, il est important de prévoir dans la loi que la violence entre partenaires est une infraction qui devra être poursuivie systématiquement. Il est également important que la police puisse elle-même aller à la rencontre des victimes et soit responsable de la collecte des preuves. Une cellule d'intervention globale consacrée à la violence entre partenaires devrait également pouvoir être créée, à l'instar de ce qui se fait à l'étranger, par exemple en Autriche ou en Allemagne. Cette cellule serait composée de la police, d'associations d'aide aux hommes violents, de juges, de médecins et de professionnels de l'aide étant donné que dans certains cas, l'appréhension à s'adresser à la police peut en effet être très grande. La création d'une cellule d'intervention peut permettre de prendre la problématique à bras-le-corps et de diminuer considérablement l'appréhension des victimes. Une relation de confiance peut en effet être établie. L'objectif principal de la cellule d'intervention sera d'élaborer une approche efficace et systématique de la violence entre partenaires qui permette de mieux protéger les femmes victimes de maltraitances et de faire en sorte que les auteurs soient non seulement poursuivis mais, aussi condamnés. La cellule élaborera des scénarios pour les modalités d'approche, la détection, le soutien, la charge de la preuve et la constitution d'un dossier en justice.

Les services d'aide, en particulier, devront intervenir en étroite concertation avec les cellules d'intervention, étant donné que des études ont montré que, sous la pression des auteurs d'actes de violence, les victimes ont plutôt tendance à se rendre dans les services des urgences où l'anonymat est garanti. L'auteur d'actes de violence craint en effet que le médecin généraliste ne décèle les marques de violences plus rapidement.

L'objectif principal de l'initiative législative à l'examen est d'obtenir que les faits de violence entre partenaires fassent systématiquement et inconditionnellement l'objet de poursuites, comme dans le modèle norvégien, qui a prouvé son efficacité.

Les cellules d'intervention élaboreront aussi une banque de données intégrée commune comprenant tous les dossiers liés à des actes de violence entre partenaires. En outre, les auteurs sont d'avis que la police doit pouvoir procéder à la saisie immédiate des armes découvertes au domicile, même si celles-ci ne sont pas liées à l'incident.

Er is geen leeftijdseffect en de geweldsituatie duurt in meer dan 90,2 % van de gevallen minder dan 1 jaar.

Met betrekking tot het voorstel zelf, verwijst spreekster vooral naar de besluiten. Vertrekende vanuit het verhaal dat België zich op de vierde wereldconferentie van Peking zich ertoe heeft verbonden om elke vorm van geweldpleging tegen en discriminatie van vrouwen te voorkomen en te verbannen, is het belangrijk om partnergeweld wettelijk te verankeren als een automatisch te vervolgen misdrijf. Het is ook belangrijk dat de politie zelf naar slachtoffers kan gaan en zelf instaat voor het verzamelen van bewijsmateriaal. Ook de oprichting van een globale interventiecel partnergeweld zou moeten kunnen, en dit naar analogie met het buitenland, bijvoorbeeld Oostenrijk en Duitsland. Deze zou worden samengesteld uit politie, hulpverenigingen voor gewelddadige mannen, rechters, artsen en hulpverleners. De drempel naar de politie toe kan immers in bepaalde gevallen zeer hoog zijn. De oprichting van een interventiecel kan ervoor zorgen dat deze zich heel nauwgezet kan buigen over de problematiek en dat de drempel naar de slachtoffers toe zeer sterk wordt verlaagd. Een vertrouwensband kan immers worden geschept. Het hoofddoel van de interventiecel is dan een efficiënte en systematische aanpak van partnergeweld na te streven waarbij mishandelde vrouwen beter worden beschermd en daders niet enkel worden vervolgd maar ook kunnen worden veroordeeld. De cel stelt draaiboeken op over de wijze van aanpak, opsporing, ondersteuning, bewijsvoering en samenstelling van het dossier voor de rechtbank.

Zeker de hulpdiensten moeten in nauw overleg treden met de interventiecellen, daar onderzoek heeft aangetoond dat slachtoffers van geweld, aangestuurd door de dader, veeleer naar anonieme urgentiediensten gaan. De dader vreest immers dat de huisdokter de signalen van partnergeweld sneller zal detecteren.

Het hoofddoel van dit wetgevende initiatief is de onvoorwaardelijke en systematische vervolging van partnergeweld, conform het succesvolle Noors model.

De interventiecellen werken eveneens een gezamenlijke en geïntegreerde databank uit waarin alle dossiers inzake partnergeweld worden opgenomen. Verder menen de indieners dat de politie de wapens die in de woning worden gevonden, onmiddellijk in beslag moet kunnen nemen, ook als die niets met het incident te maken hebben.

Du point de vue déontologique, il faut inciter les médecins à dénoncer les actes de violence entre partenaires. Le ministre élaborera une réglementation à ce sujet, conjointement avec les ordres des médecins. La note « Les violences conjugales. Rôle du médecin généraliste », qui a été élaborée en 2004 à la demande du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, pourra servir de fil conducteur.

La philosophie de la proposition de loi à l'examen est de permettre à la victime d'actes de violence de la part de son partenaire de briser le cercle vicieux de la violence, de sorte qu'elle soit rétablie dans sa dignité de femme. Les auteurs veulent encourager la victime d'actes de violence commis par son partenaire ainsi que ses enfants et les aider à franchir le pas qui les sépare des services d'aide, de la police et de la justice.

Enfin, il doit également être possible de faire une déclaration par le biais d'Internet. Celle-ci pourrait, dans un premier temps, être transmise à la cellule d'intervention spécialisée, qui pourra examiner le dossier et décider de la suite qu'il convient de lui réservier.

La proposition de loi à l'examen va très loin, mais il est nécessaire d'envoyer un signal fort concernant la violence entre partenaires, qui est un phénomène important au sein de notre société. Les victimes de violence entre partenaires ne doivent pas seulement être soutenues, mais doivent également se voir offrir un avenir.

Les circulaires de la ministre Onkelinx semblent en cours d'évaluation. Il serait utile que la commission soit informée de l'état d'avancement de cette évaluation.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme Faes déclare que le groupe N-VA est naturellement favorable à l'idée qui sous-tend la proposition de loi à l'examen, à savoir combattre la violence entre partenaires, mais a néanmoins quelques réserves à formuler.

Premièrement, l'article 2 dispose que le procureur engage toujours des poursuites, sous réserve de l'application de l'article 216ter du Code d'instruction criminelle, ce qui semble s'apparenter *in fine* à une interdiction de classement sans suite. Est-il nécessaire de le mentionner dans la loi puisque cela relève de toute façon de la compétence du parquet ?

L'article 4 dispose que la victime d'actes de violence commis par son partenaire est assimilée aux personnes dont les ressources sont insuffisantes dans le cadre de l'assistance judiciaire gratuite. Il est clair qu'il faut soutenir au mieux les victimes, mais pourquoi les

Dokters moeten deontologisch worden aangespoord om partnergeweld aan te geven. De minister zal hieromtrent samen met de ordes een regeling uitwerken. De nota « Partnergeweld, aanzet tot een richtlijn voor huisartsen », die in 2004 werd opgesteld in opdracht van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu kan als leidraad dienen.

De filosofie van dit wetsvoorstel is om het slachtoffer van partnergeweld in staat te stellen de vicieuze cirkel van geweld te doorbreken, opdat zij wordt hersteld in haar waardigheid als vrouw. De indieners willen met dit voorstel het slachtoffer van partnergeweld en de kinderen een hart onder de riem steken en hen helpen de stap te zetten naar hulpverlening, politie en gerecht.

Ten slotte moet er ook mogelijkheid zijn om aangifte te doen via internet. Dit zou dan in eerste instantie kunnen uitkomen bij de gespecialiseerde interventiecel, die dan het dossier kan bespreken en nagaan welk gevolg er moet worden aan gegeven.

Dit wetsvoorstel is vergaand, maar een signaal betreffende partnergeweld dat een belangrijk fenomeen is in onze maatschappij is noodzakelijk. Slachtoffers van partnergeweld moeten niet enkel worden ondersteund, maar moeten ook een toekomst krijgen.

De omzendbrieven van minister Onkelinx worden naar het schijnt geëvalueerd. Het zou goed zijn dat de commissie een stand van zaken krijgt van deze evaluatie.

III. ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw Faes verklaart dat de NVA-fractie uiteraard voorstander is van de idee achter voorliggend wetsvoorstel om het partnergeweld te bestrijden. Wel heeft zij een aantal bedenkingen.

Ten eerste bepaalt artikel 2 dat de procureur moet vervolgen behoudens de toepassing van artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering. Dit lijkt neer te komen op een verbod tot sepot. Moet dit in de wet worden ingeschreven, daar dit toch tot de bevoegdheid van het parket behoort ?

Artikel 4 bepaalt dat het slachtoffer van partnergeweld wordt gelijkgesteld met de personen met onvoldoende inkomsten in het kader van de kosteloze rechtsbijstand. Het is duidelijk dat de slachtoffers zo goed mogelijk moeten worden ondersteund, maar

auteurs ont-ils opté pour une liaison automatique avec le système *pro deo*? C'est aussi le cas en Norvège, mais n'existe-t-il pas d'autres possibilités?

M. *Laeremans* a quelques remarques éparses à formuler, sans avoir encore adopté un point de vue définitif. Il faut tout d'abord veiller à ne pas rendre la situation plus difficile qu'elle ne l'est déjà. Alors qu'une réconciliation est possible après une violente dispute, l'intervention ultérieure du parquet pourrait entraîner la séparation définitive du couple. D'autre part, l'intervenant est conscient que certaines relations peuvent s'enlisier au fil des années dans une sorte de climat de terreur dans lequel le partenaire le plus vulnérable n'ose pas agir.

L'intervenant s'interroge sur d'éventuels précédents en matière de poursuite obligatoire. Existe-t-il d'autres dispositions législatives qui ne laissent au parquet aucune marge d'appréciation, l'obligeant à engager des poursuites pour toute plainte déposée? En effet, cela pourrait aussi s'avérer contre-productif. La victime pourrait avoir des réticences à porter plainte, sachant que si elle le fait, plus aucune mesure intermédiaire, telle qu'un entretien de conciliation ou l'éloignement provisoire du domicile, ne sera possible.

L'intervenant fait également référence à la législation adoptée récemment concernant l'extension de la transaction. En l'occurrence, c'est l'inverse que l'on veut faire. L'intervenant sait que la transaction est exclue en cas d'atteinte grave à l'intégrité physique, mais il n'est pas toujours question de violence physique dans le cadre de la violence entre partenaires. Il peut aussi s'agir de violence psychologique ou de harcèlements répétés. La poursuite obligatoire n'est pas adéquate en l'espèce, à moins que l'on décide que la transaction reste possible, même après les poursuites engagées par le parquet. Dans ce cas, ce que l'on entend par « poursuite obligatoire », c'est plutôt l'impossibilité d'un classement sans suite.

L'intervenant a quelques questions concernant la problématique du secret professionnel. L'article 410ter du Code pénal dispose que le dépositaire d'un secret professionnel peut en informer le procureur, à condition qu'il existe un danger grave et imminent pour l'intégrité de l'intéressé. L'intervenant estime que dans ce cas, l'infraction doit être portée à la connaissance du procureur du Roi; il n'y a pas d'autre possibilité.

L'intervenant n'approuve pas non plus la disposition relative à la liaison établie avec l'assistance juridique gratuite. En effet, il est précisé dans les développements que dans 50 % des cas de violence entre partenaires, les auteurs seraient des personnes titulaires d'un diplôme universitaire, ce qui implique dès lors une certaine aisance financière dans la plupart des cas.

M. *Courtois* pense que la violence intra-familiale est un sujet qui ne peut être sous-estimé. Les parquets

waarom wordt hier voor een automatische koppeling gekozen met het pro-deo systeem? In Noorwegen is dit ook het geval, maar bestaan er geen andere mogelijkheden?

De heer Laeremans heeft enkele losse bedenkingen, zonder definitief een standpunt in te nemen. Men moet ten eerste opletten dat men de situatie niet erger gaat maken dan ze al is. Er kan een verzoening zijn na een hoogoplopende ruzie, waarbij de latere tussenkomst van het parket het gezin definitief zou kunnen uiteenhalen. Anderzijds is spreker zich bewust dat er in bepaalde relaties jarenlang een soort terreurklimaat kan ontstaan waarbij de zwakkere partner niet durft te ageren.

Wat de verplichte vervolging betreft, vraagt spreker naar eventuele precedenten. Bestaat er andere wetgeving waarbij het parket geen enkele appreciatiemarge heeft en verplicht wordt te vervolgen bij elke klacht? Dit kan immers ook contraproductief werken. Indien het slachtoffer weet dat er bij een klacht geen enkele mogelijkheid meer bestaat voor een tussenmaatregel, zoals een bemiddelingsgesprek of tijdelijk het huis verlaten, zou dit kunnen leiden tot terughoudendheid.

Spreker verwijst ook naar de zeer recente wetgeving over de uitbreiding van de minnelijke schikking. In voorliggend geval wil men het tegenovergestelde beslissen. Spreker weet wel dat de minnelijke schikking werd uitgesloten bij zware aantasting van de fysieke integriteit, maar dat is niet steeds het geval bij partnergeweld. Er kan ook psychologisch geweld zijn of herhaalde pesterijen. Verplichte vervolging past niet in dat kader, tenzij men beslist dat minnelijke schikking toch mogelijk blijft, ook na de vervolging door het parket. Dan bedoelt men met de verplichte vervolging eerder de onmogelijkheid tot seponeren.

Spreker heeft enkele vragen bij de problematiek van het beroepsgeheim. Artikel 410ter bepaalt dat de houder van het beroepsgeheim de procureur op de hoogte kan brengen, op voorwaarde dat er een ernstig en dreigend gevaar bestaat voor de integriteit van de betrokkenen. Spreker meent dat men in dat geval het misdrijf ter kennis moet brengen van de procureur des Konings, er is dan geen keuze.

Spreker gaat ook niet akkoord met de bepaling betreffende de koppeling met de kosteloze rechtsbijstand. In 50 % van de gevallen zou het immers bij partnergeweld gaan om houders van een universitair diploma, zo schrijft de toelichting. Dit betekent dat men in de meeste gevallen ook bemiddeld is.

De heer Courtois meent dat geweld in het gezin niet onderschat mag worden. De parketten beschouwden

ont longtemps considéré ces faits comme un épiphénomène et les poursuites étaient rares. Les auteurs recevaient une sorte d'avertissement, mais on ne tenait pas compte des dégâts collatéraux physiques et psychiques causés par ces violences. La situation a heureusement évolué et des initiatives ont été prises dans une série d'arrondissements judiciaires pour endiguer ces phénomènes.

Le débat sur les violences familiales doit également s'inscrire dans le contexte plus large du tribunal de la famille car il faut avoir une approche globale des problèmes familiaux plutôt que de saucissonner ceux-ci.

L'intervenant suggère que la commission entende des unités de police ainsi que des magistrats de première ligne pour s'informer sur les initiatives qui ont été prises et qui pourraient servir de base à une politique générale en matière de lutte contre les violences intra-familiales.

M. Courtois pense par ailleurs que l'on ne peut se cantonner à la violence entre partenaires. Il faut également inclure dans la réflexion la situation des personnes âgées qui sont, malheureusement, également souvent victimes de violences. Ce sujet est resté longtemps tabou mais les mentalités évoluent pour que ces faits remontent à la surface, à l'instar de ce qui se passe pour les abus sexuels commis à l'égard de mineurs.

Mme Defraigne se rallie au préopinant. La violence conjugale était, il y a vingt ans, un sujet tabou. La victime qui portait plainte ne trouvait généralement pas d'écoute auprès des services compétents. Ce type de plainte était presque systématiquement classé sans suite et la crédibilité des plaignants n'était que rarement prise en considération. Les parquets ont initié des politiques criminelles sur ce plan. Le parquet de Liège a, sous la houlette de Mme Bourguignon, mené des campagnes de tolérance zéro. Ces campagnes ont abouti à une modification de la loi sur la résidence conjugale. Si un des époux s'est rendu coupable de violences conjugales, il perd le bénéfice de la résidence conjugale. Ces mesures sont appliquées par les tribunaux, en référé, lorsqu'il y a des faits établis.

L'intervenante pense que la question est de savoir si l'on doit traduire, dans la loi, une politique criminelle. Faut-il prévoir dans les textes une injonction positive de poursuivre les faits de violence conjugale ? La proposition prévoit que le procureur du Roi engage toujours les poursuites. Une telle disposition s'inscrit-elle dans la logique de la récente extension de la transaction pénale que le Parlement vient d'adopter ?

Par ailleurs, l'article 3 pose la question de la levée du secret professionnel. Dans quels cas une personne

dit soort feiten lange tijd als bijkomstig en er werd zelden overgegaan tot vervolging. De daders werden min of meer gewaarschuwd, maar er werd niets gedaan aan de fysieke en psychische schade die door dit geweld werd veroorzaakt. Gelukkig is de situatie geëvolueerd en hebben een paar gerechtelijke arrondissementen initiatieven genomen om dit verschijnsel in te dijken.

De discussie over geweld in het gezin moet zeker in de bredere context van de familierechtbank worden geplaatst. Familiale problemen dienen in hun geheel te worden aangepakt, niet in stukjes en brokjes.

Spreker stelt voor dat de commissie eenheden van politie en eerstelijnsmagistraten zou horen, om te weten welke initiatieven er bestaan en als basis zouden kunnen dienen voor het algemeen beleid ter bestrijding van geweld in het gezin.

De heer Courtois denkt trouwens dat men zich niet mag beperken tot partnergeweld. Er moet ook aandacht gaan naar de oudere personen, die helaas ook vaak het slachtoffer zijn van geweld. Dat onderwerp is lang taboe geweest maar de mentaliteit evolueert en dit soort feiten raakt beter bekend, net als seksueel misbruik van minderjarigen.

Mevrouw Defraigne sluit zich aan bij vorige spreker. Geweld binnen het koppel was twintig jaar geleden een taboe-onderwerp. Een slachtoffer dat klacht indiende kreeg meestal geen gehoor bij de bevoegde diensten. Dit soort klacht werd bijna systematisch zonder gevolg geklasseerd. Er werd zelden onderzocht of de indieners van die klachten al dan niet geloofwaardig waren. De parketten hebben een strafbeleid gelanceerd op dit gebied. Onder leiding van mevrouw Bourguignon heeft het parket van Luik zero-tolerance-campagnes gevoerd. Hierdoor kon de wet inzake de echtelijke verblijfplaats gewijzigd worden. Als één der echtgenoten zich schuldig maakt aan partnergeweld, verliest hij het recht om in de echtelijke verblijfplaats te wonen. Deze maatregel wordt door de rechtkranken in kortgeding toegepast wanneer de feiten gestoffeerd zijn.

Spreekster denkt dat de vraag hier is of men een strafbeleid in de wet moet opnemen. Dienen de wetteksten expliciet op te leggen dat partnergeweld vervolgd hoort te worden ? Het voorstel bepaalt dat de procureur des Konings dit soort feiten altijd vervolgt. Is er plaats voor een dergelijke bepaling binnen de logica van de recente uitbreiding van de strafrechtelijke minnelijke schikking, goedgekeurd door het parlement ?

Artikel 3 doet trouwens vragen rijzen in verband met de opheffing van het beroepsgeheim. Welke

tenue par le secret professionnel pourra-t-elle en être déliée, notamment lorsqu'elle s'adresse au parquet ?

M. *Bousetta* constate que les articles 5 à 8 de la proposition de loi à l'examen visent à modifier la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police. Ne faudrait-il pas demander l'avis de la commission de l'Intérieur sur les modifications proposées en matière de police. De même, la commission de la Justice devrait s'informer sur les réflexions qui ont été menées sur le sujet au sein du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

M. *Vanlouwe* estime qu'en excluant la possibilité de classer sans suite, on intervient dans la politique de poursuite du ministère public. Le principe d'opportunité est ainsi quelque peu mis à mal. Est-ce bien indiqué ? Dans l'affirmative, pourquoi l'est-ce uniquement dans le cas de la violence entre partenaires ?

Il est effectivement souhaitable d'organiser des auditions avec les services de police et des magistrats du parquet.

En outre, les victimes de la violence entre partenaires sont souvent orientées vers les CMC — centres de médecins de confiance —, où elles peuvent bénéficier d'une assistance psychologique et parfois des services de médiation qui tenteront d'analyser avec elles les difficultés conjugales. Il serait peut-être utile d'associer également cet aspect à l'audition.

Le ministre fait remarquer que la proposition de loi à l'examen pose plusieurs questions. La première est relative au rôle du parquet. Outre les poursuites, le parquet dispose d'autres moyens d'action tels que la médiation, la transaction ou des mesures probatoires qui permettent de ramener la paix dans les ménages afin d'éviter qu'une condamnation ne stigmatise la situation. Les parquets ont mis en place ces dernières années une politique des poursuites qui est suivie par le Collège des procureurs généraux ainsi que par le Service de politique criminelle du SPF Justice. L'intervenant pense qu'il serait intéressant d'entendre des représentants du Collège des procureurs généraux pour qu'ils présentent le travail accompli sur le terrain en matière de lutte contre les violences conjugales.

L'intervenant rappelle ensuite que le Centre pour l'Égalité des chances et la lutte contre le racisme joue également un rôle important en la matière, notamment en ce qui concerne le suivi du plan national d'action contre la violence. Cela vise aussi bien la violence entre partenaires que la violence à l'égard des personnes âgées ou les crimes d'honneur.

Le second problème soulevé par le texte est celui du secret professionnel. La modification proposée au régime du secret professionnel devrait être envisagée sous un angle plus large. L'intervenant renvoie aux

gevallen kunnen leiden tot de opheffing van het beroepsgeheim, in het bijzonder wanneer het parket erbij betrokken is ?

De heer Bousetta stelt vast dat de artikelen 5 tot 8 van het voorliggende wetsvoorstel de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt willen wijzigen. Moet men in verband met de voorgestelde wijzigingen betreffende het politieambt niet om het advies van de Commissie voor Binnenlandse Aangelegenheden vragen ? Ook zou de commissie voor de Justitie moeten informeren naar discussies die over dit onderwerp hebben plaatsgehad in het adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

De heer Vanlouwe meent dat men tussenkomst in het vervolgingsbeleid van het openbaar ministerie door de mogelijkheid tot seponering uit te sluiten. Het opportunitéitsbeginsel wordt hierdoor enigszins onderuit gehaald. Is dit wel aangewezen ? En zo ja, waarom dan enkel bij partner geweld ?

Hoorzittingen met politiediensten en parketmagistraten zijn in die zin wel wenselijk.

Bovendien worden slachtoffers van partner geweld ook vaak doorverwezen naar VAC's — vertrouwensartsen centra —, waar zij psychologische bijstand verkrijgen en waar er soms ook wordt bemiddeld bij de echtelijke moeilijkheden. Misschien is het ook nuttig dit aspect bij de hoorzitting te betrekken.

De minister merkt op dat het voorliggende wetsvoorstel verschillende kwesties aankaart. De eerste betreft de rol van het parket. Naast het vervolgen beschikt het parket over andere middelen om op te treden, zoals bemiddeling, dading of probatiemaatregelen die de vrede in gezinnen kunnen herstellen en voorkomen dat een veroordeling de situatie stigmatiseert. De parketten hebben de afgelopen jaren een vervolgingsbeleid ingesteld dat zowel door het Collège van procureurs-generaal als door de dienst voor het Strafrechtelijk Beleid van de FOD Justitie wordt gevolgd. Spreker denkt dat het interessant zou zijn om vertegenwoordigers van het College van procureurs-generaal te horen over het werk dat is verricht inzake het bestrijden van partner geweld.

Spreker herinnert er vervolgens aan dat ook het Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding hierin een belangrijke rol speelt, inzonderheid wat de toepassing van het nationaal actieplan tegen geweld betreft. Dit plan omvat zowel partner geweld, als geweld tegen ouderen en ermoorden.

Het tweede probleem dat de tekst aankaart, is het beroepsgeheim. De voorgestelde wijziging in de regeling van het beroepsgeheim zou vanuit een bredere invalshoek moeten worden bekeken. Spreker

réflexions menées sur ce point au sein de la Commission spéciale relative au traitement d'abus sexuels dans une relation d'autorité. La Commission a abordé la question de l'obligation de dénoncer des faits en matière d'abus sexuel ou du droit de dénoncer ces faits. Ces réflexions valent également en matière de violence conjugale.

L'intervenant pense qu'il faudrait entendre le conseil de l'ordre des avocats pour connaître leur vision sur le secret professionnel.

La troisième question concerne le rôle de la police et la mise en place de cellules d'intervention « violence entre partenaires ». Il faudrait au minimum rencontrer les policiers pour connaître leur point de vue quant à la suggestion formulée.

La dernière question est relative au régime d'assistance judiciaire gratuite que l'article 4 de la proposition de loi prévoit en faveur des victimes. Le ministre rappelle que l'aide juridique de première et de deuxième ligne est organisée dans une philosophie complète tenant compte à la fois de la situation de revenus ainsi que de la situation de vulnérabilité des personnes. C'est un système complexe qu'il est difficile d'aborder à partir d'une prévention déterminée ou en tenant compte d'une sorte de victime. La modification proposée, basée sur une prévention déterminée, risque de mettre à néant un système qui devra être profondément réformé dans les prochains mois en raison de la jurisprudence Salduz de la Cour européenne des droits de l'homme.

À l'heure actuelle, la gratuité est accordée en fonction des revenus ou d'une situation sur la base d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. C'est dans ce cadre qu'il faudrait réfléchir à une refonte globale du régime plutôt que de travailler de manière ponctuelle en accordant la gratuité de l'assistance aux victimes de violence conjugales.

Mme Defraigne se rallie à cette dernière remarque car les victimes de violence conjugale ne sont pas nécessairement sans ressources dans la mesure où ces faits se passent dans toutes les couches sociales.

Mme Lijnen comprend les remarques formulées mais insiste sur l'aspect psychologique : dans la plupart des cas, une victime d'actes de violence commis par son partenaire est en effet également isolée du point de vue financier. Il arrive fréquemment que les victimes ne puissent pas disposer librement de l'argent qui se trouve sur le compte en banque.

IV. AUDITIONS

À l'issue de la discussion, la commission décide d'organiser une série d'auditions. Pour le compte-rendu de ces auditions, il est renvoyé au document n° 5-539/4.

verwijst naar de bevindingen van de bijzondere commissie betreffende de behandeling van seksueel misbruik en feiten van pedofilia binnen een gezagsrelatie. De commissie heeft toen besproken of het melden van feiten van seksueel misbruik een plicht dan wel een recht is. Deze bevindingen gelden ook voor partnergeweld.

Spreker meent dat de raad van de orde van advocaten zou moeten worden gehoord om hun standpunt over het beroepsgeheim te kennen.

De derde kwestie betreft de rol van de politie en de oprichting van interventiecellen « geweld tussen partners ». Men zou op zijn minst aan politiemensen moeten vragen wat hun standpunt is over dit voorstel.

De laatste kwestie betreft de kosteloze rechtsbijstand die artikel 4 aan de slachtoffers wil toekennen. De minister herinnert eraan dat de eerste- en tweedelijnsbijstand wordt geregeld in een algemeen stelsel dat zowel rekening houdt met het inkomen als met de kwetsbaarheid van de slachtoffers. Het gaat om een complex stelsel dat moeilijk toe te passen is op één bepaalde vorm van preventie of één soort slachtoffer. De voorgestelde wijziging, die stoelt op één bepaalde vorm van preventie, dreigt een stelsel te vernietigen dat in de komende maanden grondig moet worden herzien ten gevolge van de Salduz-rechtspraak van het Europees Hof van de Rechten van de Mens.

Momenteel wordt kosteloze rechtsbijstand verleend naar gelang van het inkomen of van een situatie op grond van een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Men zou moeten denken aan een algemene herziening van het stelsel, in plaats van aan een gerichte wijziging die kosteloze rechtsbijstand verleent aan slachtoffers van partnergeweld.

Mevrouw Defraigne is het eens met deze zienswijze, omdat partnergeweld in alle sociale lagen voorkomt en de slachtoffers ervan niet noodzakelijk onbemiddeld zijn.

Mevrouw Lijnen begrijpt de opmerkingen, maar onderlijnt het psychologisch aspect, namelijk dat een slachtoffer van partnergeweld in de meeste gevallen ook financieel wordt geïsoleerd. Vaak kunnen de slachtoffers niet vrij beschikken over de gelden op de bankrekening.

IV. HOORZITTINGEN

Na de besprekking beslist de commissie een reeks hoorzittingen te houden. Voor het verslag van deze hoorzittingen wordt verwezen naar stuk nr. 5-539/4.

V. DISCUSSION DES ARTICLES

Intitulé

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-30/3) qui vise à remplacer l'intitulé afin de mettre celui-ci en conformité avec les modifications proposées dans les amendements n°s 1 à 9.

Article 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Article 2

Mmes Lijnen et Taelman déposent l'amendement n° 7 (doc. Sénat, n° 5-30/3) qui vise à supprimer cet article.

Article 3

Mme Lijnen renvoie à la discussion générale qui a montré que la combinaison d'un volet judiciaire avec un volet policier n'était pas souhaitable. L'intervenante a donc décidé de retirer le volet judiciaire et le volet policier de la proposition de loi en discussion (voir les amendements n°s 2, 3, 4, 5, 7 et 8) et de les intégrer dans une nouvelle proposition de loi.

Amendement n° 1

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-30/2) qui vise à remplacer l'article 3 par ce qui suit : « Art. 3. Dans l'article 458bis du Code pénal, modifié par la loi du 28 novembre 2000, les mots « ou qui a connaissance d'une infraction prévue à l'article 410, alinéa 2, » sont insérés après les mots « sur un mineur,. »

Cet amendement vise à ajouter les infractions liées à la violence entre partenaires à celles qui doivent faire l'objet d'un signalement. Cette mesure a également été préconisée dans le rapport du Comité P, selon lequel il faudrait inciter déontologiquement les médecins et le personnel soignant à dénoncer à la police toute violence entre partenaires.

L'auteure de l'amendement estime que la violence entre partenaires a des conséquences tellement graves pour les victimes, pour les enfants des victimes et pour la société que l'obligation de signaler les faits constitue un *minimum minimorum*.

V. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Opschrift

Mevrouw Lijnen c.s. dient amendement nr. 10 in (stuk Senaat, nr. 5-30/3) dat ertoe strekt het opschrift te vervangen om het in overeenstemming te brengen met de wijzigingen voorgesteld in de amendementen nrs. 1 tot 9.

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen geformuleerd.

Artikel 2

De dames Lijnen en Taelman dienen amendement nr. 7 in (stuk Senaat, nr. 5-30/3) dat ertoe strekt het artikel te doen vervallen.

Artikel 3

Mevrouw Lijnen verwijst naar de algemene besprekking waaruit bleek dat het samenvoegen van een justitieel luik met een politieel luik niet wenselijk was. Spreekster heeft dus beslist om het justitiële en het politieke aspect uit het wetsvoorstel te halen (zie amendementen nrs. 2, 3, 4, 5, 7 en 8) en in een nieuw wetsvoorstel te gieten.

Amendement nr. 1

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 5-30/2) dat ertoe strekt het artikel te vervangen door wat volgt : « In artikel 458bis van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 28 november 2000, worden na de woorden « op een minderjarige » de woorden « of kennis heeft van een misdrijf zoals omschreven in artikel 410, tweede lid, » ingevoegd.

De reeks van misdrijven waarvoor een melding dient te gebeuren wordt aangevuld met de vaststelling in geval van misdrijven rond partnergeweld. De maatregel werd eveneens bepleit in het rapport van het Comité P. Het rapport stelt uitdrukkelijk : « Dokters en verplegers zouden deontologisch moeten worden aangespoord worden om partnergeweld aan de politie te melden. »

De indienster van het amendement meent dat partnergeweld dermate ernstige gevolgen heeft voor de slachtoffers, de kinderen van de slachtoffers en de maatschappij dat die mogelijkheid het *minimum minimorum* is, dat partnergeweld onder dezelfde meldingsplicht dient te vallen.

Amendement n° 9

L'amendement n° 1 est retiré et remplacé par l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 5-30/3) qui vise à inclure aussi dans le champ d'application de l'article 458bis du Code pénal les infractions relevant de la violence entre partenaires. Cet article a trait au secret professionnel du médecin et à la possibilité qu'il a de lever celui-ci.

Mme Faes s'abstiendra lors du vote relatif à l'amendement n° 9. Elle estime en effet qu'il ne faut pas, dans le cadre d'une législation relative à la violence entre partenaires, toucher au secret professionnel des catégories de prestataires de services visées dans la loi. À force d'étendre le champ d'application de l'article 458bis à de nouvelles catégories, on finira par vider le secret professionnel de toute substance. Les prestataires visés ne souhaitent d'ailleurs pas que l'on élargisse de manière systématique la portée de l'article 458bis.

Mme Lijnen renvoie à la discussion relative à la législation concernant les personnes vulnérables, au cours de laquelle la question du secret professionnel fut très largement abordée. La disposition en discussion ne vise à élargir la portée de l'article que de manière très limitée. Il ne faut pas oublier que les victimes d'actes de violence de la part de leur partenaire sont dans la majorité des cas très isolées et que le médecin généraliste est leur seule personne de confiance. Il est donc logique de donner à celui-ci la liberté de lever le secret professionnel et ce, en concertation avec la victime.

M. Torfs pense qu'il serait peut-être judicieux de faire référence aussi à la déontologie des professions concernées. Il ne faudrait pas créer de contradiction entre la réglementation en discussion et les codes de déontologie existants.

M. Mahoux pense qu'il n'est pas opportun de faire référence dans la loi à la déontologie.

Sur le fond, l'intervenant se déclare réservé par rapport à l'extension de la dérogation au secret professionnel. C'est une piste toujours glissante. Il ne faudrait pas en arriver à une situation dans laquelle le secret professionnel n'offre plus de garantie en faveur des personnes qui se confient. Le secret professionnel est un élément tout à fait fondamental du colloque singulier.

Une dérogation est prévue notamment à l'égard des personnes vulnérables. L'auteur de l'amendement considère que toute personne victime de violences entre partenaires est automatiquement considérée comme une personne vulnérable. L'intervenant est cependant réservé quant à l'extension de la levée du secret professionnel telle que proposée à l'amendement n° 9. Il s'abstiendra lors du vote de cet amendement.

Amendement nr. 9

Amendement nr. 1 wordt ingetrokken en vervangen door amendement nr. 9 (stuk Senaat, nr. 5-30/3) dat ertoe strekt ook misdrijven in de zin van partnergeweld op te nemen in het toepassingsgebied van artikel 458bis van het Strafwetboek. Dit artikel betreft het beroepsgeheim van de arts dat naar eigen keuze zou kunnen worden opgeheven.

Mevrouw Faes zal zich onthouden bij de stemming over het amendement nr. 9. Spreekster meent immers dat men niet via een wetgeving over partnergeweld dient te tornen aan het beroepsgeheim van dienstverleners die in de wet zijn opgenomen. Indien men artikel 458bis steeds zal uitbreiden tot nieuwe categorieën, zal het beroepsgeheim volkomen worden uitgehouden. De dienstverleners zelf zijn trouwens geen vragende partij om artikel 458bis stelselmatig uit te breiden.

Mevrouw Lijnen verwijst naar de bespreking van de wetgeving met betrekking tot kwetsbare personen, waarbij het punt over het beroepsgeheim zeer uitgebreid aan bod is gekomen. De voorliggende bepaling beoogt slechts een zeer kleine uitbreiding. Men mag niet vergeten dat slachtoffers van partnergeweld in zeer veel gevallen erg geïsoleerd zijn waarbij de huisarts de enige vertrouwenspersoon is. Het is dan ook logisch dat de huisarts de vrijheid moet hebben om het beroepsgeheim te kunnen opheffen, in overleg met het slachtoffer.

De heer Torfs meent dat het misschien zinvol zou zijn ook te verwijzen naar de deontologie van de betreffende beroepen. Men moet zich hoeden voor contradictie tussen voorliggende regelgeving en de deontologische code.

De heer Mahoux vindt niet dat in de wet naar de deontologie moet worden verwezen.

Op inhoudelijk vlak heeft spreker bedenkingen bij de uitbreiding van de uitzonderingen op het beroepsgeheim. Dat is altijd een gevaarlijke optie. Het mag niet leiden tot toestanden waarin het beroepsgeheim geen waarborgen meer biedt voor personen die iets in vertrouwen willen vertellen. Het beroepsgeheim is een fundamenteel aspect van elk vertrouwelijk gesprek.

Er wordt met name voor kwetsbare personen een uitzondering gemaakt. De indiener van het amendement gaat ervan uit dat ieder slachtoffer van partnergeweld automatisch een kwetsbare persoon is. Spreker heeft echter bedenkingen bij de uitbreiding van de opheffing van het beroepsgeheim die amendement nr. 9 voorstelt. Hij zal zich bij de stemming over dat amendement onthouden.

Mme Khattabi souhaite également s'abstenir lors du vote de l'amendement.

Mme Defraigne peut souscrire aux réserves exprimées par Mme Faes. Elle aussi s'abstiendra lors du vote sur l'amendement n° 9.

M. Mahoux précise que les remarques exprimées par différents membres font suite aux auditions. Le secret professionnel est une garantie protégeant les clients des médecins, avocats, etc. Lorsque le détenteur du secret ne le respecte pas, il commet un délit. Or, dans toute une série de cas, on considère que le détenteur du secret ne commet pas de délit lorsqu'il informe le procureur du Roi de certains faits. C'est comme si le détenteur est délivré de son secret de manière automatique dans ces hypothèses.

Mme Defraigne reconnaît que le secret professionnel est la raison d'être du colloque singulier entre le client et le dépositaire du secret. On a tendance à grignoter le secret professionnel sans avoir une approche globale et cohérente de cette notion. Il ne faudrait pas finir par inverser la tendance en prévoyant une sorte d'obligation de délation dans le chef du professionnel qui, s'il ne dénonce pas, se rendrait coupable d'une infraction. L'équilibre à trouver est délicat. Il faut que les textes soient cohérents.

Mme Taelman peut difficilement se rallier aux réserves qui ont été formulées. Il est exact que la disposition à l'examen ne change en rien le secret professionnel existant et qui figure dans les codes déontologiques de toutes les catégories professionnelles concernées. L'article 458bis est effectivement en vigueur depuis longtemps déjà. Le seul changement en l'espèce est que l'infraction relative à la violence entre partenaires est jointe à la liste des infractions auxquelles l'article 458bis fait référence. Cet ajout semble justifié à l'intervenant vu que chaque jour voit son lot de violence entre partenaires. Cette violence est un problème gigantesque. La discussion qui a lieu actuellement porte sur le fond de l'article 458bis et non sur la modification qui est l'objet du texte à l'examen.

Mme de Bethune souligne que la discussion concerne l'extension du droit de signalement, lequel a été récemment étendu aux situations impliquant des personnes vulnérables. La question est de savoir s'il est justifié d'étendre également le droit de signalement aux situations de violence entre partenaires. Dans l'affirmative, la raison invoquée peut être, d'une part, la fréquence élevée de la violence entre partenaires, et, d'autre part, l'assimilation des victimes de faits de violence de la part de leur partenaire à des personnes vulnérables. Les partenaires dépendent souvent l'un de l'autre sur le plan financier et aussi parce qu'ils ont des enfants. Le libre arbitre n'est pas facile dans une relation de couple qui rend ses membres vulnérables. C'est là un choix politique.

Mevrouw Khattabi wenst zich ook te onthouden bij de stemming over het amendement.

Mevrouw Defraigne kan zich aansluiten bij de bedenkingen van mevrouw Faes. Ook zij zal zich onthouden bij de stemming over amendement nr. 9.

De heer Mahoux préciseert dat de opmerkingen van de leden volgen op de hoorzittingen. Het beroepsgeheim is een waarborg die cliënten van artsen, advocaten, enz. beschermt. Wanneer de houder van een geheim het schendt, begaat hij een misdrijf. In een hele reeks gevallen oordeelt men echter dat de houder van het geheim geen misdrijf begaat wanneer hij de procureur des Konings van een aantal feiten op de hoogte brengt. Het is alsof de houder in deze gevallen automatisch van het beroepsgeheim wordt ontheven.

Mevrouw Defraigne erkent dat het beroepsgeheim de bestaansreden is van het vertrouwelijk gesprek tussen de cliënt en de persoon aan wie het geheim wordt toevertrouwd. Men heeft de neiging aan het beroepsgeheim te morrelen zonder een algemene en coherente visie op dit begrip te hebben. Men mag de zaken niet omkeren en een soort meldingsplicht opleggen aan de houder van het geheim, die als hij niets meldt, zich schuldig zou maken aan een misdrijf. Er moet een delicaat evenwicht worden gevonden. De teksten moeten coherent zijn.

Mevrouw Taelman kan de geuite bezwaren moeilijk volgen. Inderdaad wijzigt voorliggende bepaling helemaal niets aan het reeds bestaande beroepsgeheim dat opgenomen is in de deontologische codes van alle betrokken beroepscategorieën. Artikel 458bis is immers reeds zeer lang in voege. Het enige dat hier wijzigt is dat het misdrijf met betrekking tot partnergeweld wordt toegevoegd aan de lijst artikelen die in artikel 458bis zijn opgenomen. Deze toevoeging lijkt spreekster terecht gelet op het feit dat partnergeweld dagdagelijks voorkomt. Partnergeweld is een gigantisch probleem. De discussie die nu wordt gevoerd is een discussie over de grond van artikel 458bis, niet over de wijziging die door voorliggende tekst wordt beoogd.

Mevrouw de Bethune stipt aan dat de discussie de uitbreiding van het meldingsrecht betreft. Dit meldingsrecht werd onlangs uitgebreid tot situaties waarbij kwetsbare personen zijn betrokken. De vraag rijst of het verantwoord is het meldingsrecht ook uit te breiden tot situaties van partnergeweld. De ratio van verantwoording van deze uitbreiding kan enerzijds zijn dat partnergeweld zo vaak voorkomt, en anderzijds dat dit aansluit bij de logica van kwetsbare personen. Partners zijn vaak van elkaar afhankelijk, financieel, en omdat ze samen kinderen hebben. Vrije wil is niet vanzelfsprekend in een partnerrelatie en dat maakt hen kwetsbaar. Dit is een politieke keuze.

Mme Faes indique qu'une extension du droit de signalement comporte aussi, dans une certaine mesure, une limitation du secret professionnel. L'intervenante maintient son point de vue.

M. Torfs estime que la question n'est pas de savoir si, en l'espèce, une exception au secret professionnel est possible. Des exceptions sont possibles et existent déjà. Il est par contre crucial que le droit de signalement ne fasse pas redouter à la victime de se rendre auprès d'une personne de confiance. Si la victime hésite à ce faire parce qu'en agissant de la sorte elle perd le contrôle sur ce qui sera fait des informations qu'elle aura fournies, il y a réellement un problème.

M. Laeremans a des réserves quant au raisonnement qui a été formulé par Mme de Bethune et selon lequel un partenaire qui est victime de violence au sein du couple serait automatiquement considéré comme une personne vulnérable, ce qui est assez exagéré, affablierait et mettra à mal la notion de personne vulnérable. Cela reviendrait à dire que tous, dans la société, peuvent être considérés comme des personnes vulnérables. Un partenaire adulte normal dispose d'autres moyens de faire cesser la violence.

L'intervenant renvoie aussi à la justification de l'amendement dans laquelle il est indiqué qu'une personne qui est agressive envers son partenaire est également agressive envers ses enfants et d'autres membres de la famille. L'intervenant trouve cela exagéré. La violence entre partenaires n'est pas toujours la conséquence de l'agressivité d'un des deux partenaires, mais peut aussi découler du comportement agressif de chaque partenaire envers l'autre. Ils ne sont pas agressifs envers leurs enfants pour autant.

L'intervenant pense avoir compris que le médecin se concerte avec son patient avant de lever le secret professionnel. Où cela figure-t-il dans le texte ?

Mme Taelman répète que le texte à l'examen ne change rien au système actuellement prévu dans l'article 458bis. Seule l'infraction de la violence entre partenaires est ajoutée à la liste des infractions auxquelles il y est fait référence. L'intervenante souligne que des faits de violence entre partenaires, pouvant donner lieu à des infractions graves, sont commis tous les jours. Il semble dès lors nécessaire à l'intervenante d'insérer cette catégorie d'infractions dans l'article 458bis. Si l'on veut prévenir des drames familiaux, uniquement en donnant la possibilité d'intervenir, et non en rendant cette intervention obligatoire, cet ajout est nécessaire.

Mme Defraigne s'interroge sur les conséquences pénales pour le dépositaire du secret professionnel. L'article 458bis du Code pénal prévoit que le dépositaire du secret peut dénoncer certains faits au parquet. Le fait que cela soit une faculté (peut) pose question en matière d'incrimination pénale. Le méde-

Mevrouw Faes wijst erop dat een uitbreiding van het meldingsrecht in zekere zin ook een inperking inhoudt van het beroepsgeheim. Spreekster blijft bij haar standpunt.

De heer Torfs meent dat de vraag niet luidt of een uitzondering op het beroepsgeheim hier mogelijk is. Uitzonderingen zijn mogelijk en bestaan reeds. Cruciaal is wel dat het meldingsrecht geen angst mag doen ontstaan om naar een vertrouwenspersoon te gaan. Als het slachtoffer aarzelt om naar een vertrouwenspersoon te stappen omdat men dan uit handen geeft wat er met de informatie gebeurt, is er wel degelijk een probleem.

De heer Laeremans heeft bedenkingen bij de redenering die door mevrouw de Bethune werd geuit, waarbij een partner die het slachtoffer is van partnergeweld automatisch als een kwetsbaar persoon zou worden beschouwd. Dit is nogal vergaand en zal de notie van kwetsbare persoon afzwakken en onderuit halen. Men kan dan de hele samenleving als kwetsbare persoon beschouwen. Een normale volwassen partner heeft andere middelen om het geweld te doen stoppen.

Spreker verwijst ook naar de verantwoording van het amendement waarin wordt vermeld dat iemand die agressief is ten aanzien van zijn partner ook agressief is ten aanzien van zijn kinderen of andere familieleden. Spreker vindt dit overdreven. Geweld tussen partners is niet steeds het gevolg van de agressiviteit van één partner, maar kan ook ontstaan naar aanleiding van het agressieve gedrag van beide partners ten opzichte van elkaar. Daarom zijn zij nog niet agressief ten aanzien van hun kinderen.

Spreker meent te hebben begrepen dat de arts met zijn patiënt overleg pleegt alvorens zijn beroepsgeheim te doorbreken. Waar staat dit in de tekst ?

Mevrouw Taelman herhaalt dat voorliggende tekst niets wijzigt aan het huidige systeem van artikel 458bis. Enkel het misdrijf van partnergeweld wordt aan de erin opgenomen lijst toegevoegd. Spreker benadrukt dat men dagdagelijks wordt geconfronteerd met feiten van partnergeweld, die tot ernstige misdrijven aanleiding kunnen geven. Het lijkt spreekster dan ook noodzakelijk deze categorie misdrijven op te nemen in artikel 458bis. Als men familiedrama's kan voorkomen, enkel door aan de hulpverleners de mogelijkheid te geven, en niet de verplichting, om in te grijpen, is deze toevoeging noodzakelijk.

Mevrouw Defraigne stelt zich vragen over de strafrechtelijke gevolgen voor de drager van het beroepsgeheim. Artikel 458bis van het Strafwetboek bepaalt dat de drager van het beroepsgeheim bepaalde feiten ter kennis kan brengen van het parket. Het feit dat het om een mogelijkheid gaat («kan») roept

cin s'exposera-t-il à une sanction quand il aura dénoncé les faits ou au contraire quand il n'aura pas dénoncé les faits au parquet ?

M. Mahoux cite l'exemple suivant. Un pédiatre est témoin de violences par rapport aux enfants et aux familles. Il est dès lors délivré de l'obligation du secret professionnel et tombe sous le coup de la règle générale de non-assistance à personne en danger s'il ne fait rien. C'est une situation très délicate pour le médecin concerné qui, s'il ne dénonce pas les faits, n'est plus protégé par le secret professionnel.

L'intervenant pense que l'on devrait, dans l'amendement, faire référence à l'état de vulnérabilité de la personne plutôt que d'opérer un renvoi à l'article 410 du Code pénal. On pourrait préciser dans l'article 458bis que la personne est vulnérable en raison d'une situation intrafamiliale de violence entre partenaires. On donnerait de la sorte un exemple supplémentaire de vulnérabilité sans élargir l'extension de la délivrance du secret professionnel.

Mme Taelman pense que le texte de l'amendement à l'examen est clair. Si l'on définit la disposition en fonction du caractère vulnérable ou non de la personne concernée, on obligera la catégorie professionnelle visée à se livrer à des interprétations. À partir de quand une personne peut-elle être considérée comme vulnérable ? Si l'on procède de la sorte, on mettra davantage la balle dans le camp des prestataires de soins et on rendra les choses encore plus compliquées.

M. Laeremans renvoie au texte actuel de l'article 458bis. L'intéressé peut prendre contact avec le procureur du Roi, à condition qu'il ait examiné la victime ou recueilli les confidences de celle-ci. Que se passera-t-il si la victime d'actes de violence commis par son partenaire demande expressément à son médecin de garder les faits confidentiels et de ne pas les porter à la connaissance de la justice ? Le médecin en question pourra-t-il malgré tout informer le parquet ? Ce serait aller trop loin. On ne peut quand même pas traiter un adulte responsable et autonome comme un enfant.

Mme Turan demande ce qui se passera si le médecin qui dispose d'un droit de signalement n'informe pas le parquet, éventuellement à la demande de la victime, et que des faits très graves sont commis *a posteriori*. Ce médecin pourra-t-il être poursuivi pour n'avoir pas fait usage de son droit de signalement ? Il faut éviter de faire endosser aux prestataires de soins toutes sortes de responsabilités supplémentaires.

L'intervenante persiste à se demander si l'on ne pourrait pas faire relever la violence entre partenaires de la protection des personnes vulnérables. Il faudra alors déterminer quelles conséquences il y a lieu d'attacher à ce type d'infraction.

vragen op inzake strafbaarstelling. Zal de arts strafbaar zijn wanneer hij de feiten heeft gemeld, of wanneer hij integendeel de feiten niet bij het parket heeft gemeld ?

De heer Mahoux geeft het volgende voorbeeld. Een kinderarts is getuige van geweld tegen kinderen en gezinnen. Bijgevolg geldt voor hem het beroepsgeheim niet maar wel de algemene regel en verzuimt hij, indien hij niets doet, hulp te verlenen aan iemand die in gevaar verkeert. Dat is een heel delicate situatie voor die arts die, indien hij de feiten niet meldt, niet langer door het beroepsgeheim beschermd wordt.

Spreker denkt dat men in het amendement dient te verwijzen naar de staat van kwetsbaarheid van de persoon in plaats van te verwijzen naar artikel 410 van het Strafwetboek. Men zou in artikel 458bis kunnen vermelden dat de persoon kwetsbaar is wegens een intrafamiliale situatie van partnergeweld. Op die manier geeft men een bijkomend voorbeeld van kwetsbaarheid zonder de gevallen waarin het beroepsgeheim wordt opgeheven, uit te breiden.

Mevrouw Taelman denkt dat de tekst van voorliggend amendement duidelijk is. Als men de bepaling zal omschrijven in functie van het al dan niet kwetsbaar karakter van de betrokken persoon, geeft men aan de betrokken beroepscategorie een interpretatieplicht. Wanneer is iemand al dan niet kwetsbaar ? Men zal dan nog meer de bal in het kamp van de hulpverleners leggen en het nog moeilijker maken.

De heer Laeremans verwijst naar de huidige tekst van artikel 458bis. De betrokkenen kan naar de procureur des Konings gaan op voorwaarde dat hij het slachtoffer heeft onderzocht of door hem in vertrouwen werd genomen. Wat als het slachtoffer van partnergeweld zijn arts uitdrukkelijk verzoekt de feiten vertrouwelijk te houden en niets aan het gerecht te melden ? Kan de hulpverlener desondanks naar het parket stappen ? Dan gaat men te ver. Men kan een mondige volwassen partner toch niet gelijkschakelen met een kind ?

Mevrouw Turan vraagt wat er gebeurt als de arts met meldingsrecht niets meldt aan het parket, evenwel op verzoek van het slachtoffer en er achteraf zeer ernstige feiten worden gepleegd. Kan de arts dan worden vervolgd omdat hij geen gebruik heeft gemaakt van een meldingsrecht ? De hulpverleners mogen niet al te zwaar belast worden met allerlei verantwoordelijkheden.

Spreekster blijft zich afvragen of men partnergeweld niet kan laten vallen onder het toepassingsgebied van bescherming van kwetsbare personen. De vraag rijst dan welke gevolgen men aan dergelijk misdrijf wil geven.

Mme de Bethune répond que la violence entre partenaires ne relève pas automatiquement des infractions à l'égard de personnes vulnérables, à moins que le partenaire ne soit, par exemple, une femme enceinte, une personne mineure ou une personne handicapée. Il pourrait effectivement être intéressant d'élargir la définition de la vulnérabilité. L'intervenant renvoie aux développements où il est question de faits de violence et d'un possible lien de dépendance.

M. Torfs estime qu'il faut de toute façon objectiver la notion de « personne vulnérable ». On ne peut pas s'en remettre pour cela aux éventuelles infractions commises. On ne peut donc pas considérer qu'un partenaire devient vulnérable dès qu'un acte de violence est commis à son encontre. Ce serait une erreur conceptuelle.

Amendement n° 11

Mme Lijnen et consorts déposent l'amendement n° 11 visant à remplacer l'article 3 par ce qui suit : « Dans l'article 458bis du Code pénal, inséré par la loi du 28 novembre 2000 et remplacé par la loi du 30 novembre 2011, les mots « de la violence entre partenaires, » sont insérés après les mots « d'un état de grossesse, ». »

M. Mahoux renvoie aux discussions antérieures. De nombreux membres voulaient s'assurer que la proposition de loi à l'examen ne constitue pas une exception trop importante à la règle du secret professionnel visée à l'article 458bis du Code pénal. L'amendement n° 11 inclut la violence entre partenaires comme exemple de vulnérabilité. De la sorte, on n'étend pas le champ de l'exception au secret professionnel. L'ajout des mots « de la violence entre partenaires » explicite ce que peut être une situation de vulnérabilité. On protège de la sorte la règle du secret professionnel tout en assurant une avancée en matière de lutte contre les violences entre partenaires.

L'intervenant souligne que ce n'est pas parce qu'il y a violence entre partenaires qu'il y a automatiquement vulnérabilité. Il n'y a pas de lien automatique entre les deux phénomènes. C'est la vulnérabilité qui est la condition essentielle pour dispenser le dépositaire du secret professionnel.

Mme Lijnen pense qu'il faut surtout tenir compte de la situation de vulnérabilité dans laquelle les victimes d'actes de violence de la part de leur partenaire se trouvent. Telle est d'ailleurs la finalité de l'amendement n° 11, qui donne la possibilité à tous les groupes professionnels concernés de lever le secret professionnel et de porter l'infraction à la connaissance du procureur du Roi, à condition que le praticien lui-même le veuille et qu'il y ait eu concertation à ce sujet avec le patient.

Mevrouw de Bethune antwoordt dat partnergeweld niet automatisch onder misdrijven ten aanzien van kwetsbare personen valt, tenzij de partner bijvoorbeeld zwanger, minderjarig of gehandicapt is. Misschien is het inderdaad geen oninteressante piste de definitie van kwetsbaarheid uit te breiden. Spreekster verwijst naar de toelichting waar gewag wordt gemaakt van gewelddadige feiten en een mogelijke afhankelijkheidsrelatie.

De heer Torfs meent dat het begrip kwetsbare persoon in elk geval dient te worden geobjectiveerd. Men kan het niet laten afhangen van mogelijke gepleegde misdrijven. Men kan dus niet stellen dat een partner kwetsbaar wordt zodra er geweld op hem wordt gepleegd. Dit is een conceptuele vergissing.

Amendement nr. 11

Mevrouw Lijnen c.s. dient amendement nr. 11 in, dat strekt om artikel 3 te vervangen door wat volgt : « In artikel 458bis van het Strafwetboek ingevoegd bij de wet van 28 november 2000 en vervangen door de wet van 30 november 2011, wordt na de woorden « van zijn leven, zwangerschap, » het woord « partnergeweld, » ingevoegd. »

De heer Mahoux verwijst naar de vorige besprekkingen. Heel wat leden wilden zich ervan vergewissen dat voorliggend wetsvoorstel geen te belangrijke uitzondering vormt op de regel van het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458bis van het Strafwetboek. Amendement nr. 11 neemt partnergeweld op als voorbeeld van kwetsbaarheid. Op die manier breidt men de uitzonderingen op het beroepsgeheim niet uit. Door het woord « partnergeweld » toe te voegen, expliciteert men wat een kwetsbare positie kan zijn. Op die manier blijft de regeling inzake het beroepsgeheim overeind, terwijl men toch voor vooruitgang zorgt in de strijd tegen partnergeweld.

Spreker onderstreept dat het niet is omdat er partnergeweld is, dat er automatisch sprake is van kwetsbaarheid. Er is geen automatische band tussen beide verschijnselen. De kwetsbaarheid is de essentiële voorwaarde om voor de persoon die kennis draagt van een geheim, het beroepsgeheim op te heffen.

Mevrouw Lijnen meent dat men vooral rekening dient te houden met de kwetsbare situatie waarin slachtoffers van partnergeweld zich bevinden. Het amendement nr. 11 gaat dan ook in die zin. Het geeft de mogelijkheid aan alle betrokken beroepsgroepen het beroepsgeheim op te heffen en het misdrijf ter kennis te brengen van de procureur des Konings, indien de beoefenaar van het beroep dit zelf wil en in overleg met de patiënt.

Article 4

Mmes Lijnen et Taelman déposent l'amendement n° 8 (doc. Sénat, n° 5-30/3) qui vise à supprimer cet article.

Articles 5 à 8

Mme Lijnen renvoie aux amendements n°s 2, 3, 4 et 5 qui visent à supprimer respectivement les articles 5, 6, 7 et 8. Ces amendements visent à distraire le volet policier de la proposition de loi en discussion.

VI. VOTES

L'amendement n° 10 est adopté par 8 voix contre 3.

L'article 1^{er} est adopté par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Les amendements n°s 1 et 9 sont retirés.

L'amendement n° 11 est adopté par 9 voix contre 3.

L'amendement n° 8 est adopté à l'unanimité des 12 membres présents.

Les amendements n°s 2, 3, 4 et 5 sont successivement adoptés par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

L'ensemble de la proposition de loi amendé est adopté par 9 voix contre 3.

Le présent rapport a été approuvé à la majorité des 9 membres présents.

*
* *

La rapporteuse,

Inge FAES.

Le président,

Alain COURTOIS.

Artikel 4

De dames Lijnen en Taelman dienen amendement nr. 8 in (stuk Senaat, nr. 5-30/3) dat ertoe strekt het artikel te doen vervallen.

Artikelen 5 tot 8

Mevrouw Lijnen verwijst naar de amendementen nrs. 2, 3, 4 en 5 die tot doel hebben respectievelijk de artikelen 5, 6, 7 en 8 te doen vervallen. Door deze amendementen wordt het politieke aspect volledig uit het wetsvoorstel gelicht.

VI. STEMMINGEN

Amendement nr. 10 wordt aangenomen met 8 tegen 3 stemmen.

Artikel 1 wordt aangenomen met 9 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 2 wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

De amendementen nrs. 1 en 9 worden ingetrokken.

Amendement nr. 11 wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 8 wordt eenparig aangenomen door de 12 aanwezige leden.

De amendementen nrs. 2, 3, 4 en 5 worden achtereenvolgens aangenomen met 9 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding.

Het geamendeerde wetsvoorstel in zijn geheel wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

*
* *

De rapporteur,

Inge FAES.

De voorzitter,

Alain COURTOIS.